

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **La sécurité de l'approvisionnement: une requête commune des branches de l'électricité, du gaz naturel et du pétrole**

Communiqué de presse du Forum suisse de l'énergie du 11 mai 2011

*EFCH. Les conditions-cadres de l'approvisionnement énergétique sont fixées par la société et la politique. Ce sont elles qui doivent assurer la sécurité de l'approvisionnement entre le risque nucléaire résiduel, le changement climatique et la pénalisation de l'économie nationale au sein de la compétition mondiale. La responsabilité de la mise en œuvre du mandat politique portant sur la sécurité de l'approvisionnement énergétique incombe au final à l'économie énergétique. C'est pour cela que les présidents des associations faïtières de l'électricité, du gaz naturel et du pétrole sont intervenus lors d'une conférence de presse commune du Forum suisse de l'énergie pour que leurs requêtes soient prises en compte dans le débat politique qui va bientôt s'ouvrir.*

L'économie énergétique a pour mission d'assurer la sécurité de l'approvisionnement. Autrement dit, elle doit être à tout moment en mesure de fournir à l'économie et à la population l'énergie dont elles ont besoin, et ce à un prix abordable et de bonne qualité. La performance de l'économie suisse, qui est intégrée dans l'espace européen du point de vue de la politique énergétique et climatique et doit être compétitive face à la concurrence mondiale, revêt à cet égard une importance particulière.

Au final, il faudra choisir entre trois maux possibles dans le cadre du débat économique-social qui va avoir lieu prochainement:

1. celui de vivre avec le risque résiduel que comporte l'énergie nucléaire, tout en présupposant que les contrôles internationaux seront renforcés et plus sévères
2. celui de s'écarter de notre système actuel de production d'électricité largement exempt de CO<sub>2</sub>, ce qui nous rendrait plus dépendants de l'étranger
3. celui de devoir réaliser un tour de force économique et de pénaliser notre position au sein de la compétition mondiale en effectuant une volte-face radicale et en accélérant le rythme du tournant énergétique.

Ce choix exige de ne pas prendre de décisions politiques ou techniques trop hâtives. Dans le domaine énergétique, une analyse rigoureuse est particulièrement essentielle, car les sommes d'investissement sont très élevées et les temps d'exploitation et d'amor-

tissement très longs. Alors que de nombreux acteurs politiques ont pris position avec une étonnante rapidité, les autorités fédérales responsables et la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie, en particulier, ont appelé à une démarche réfléchie et ont ainsi réduit la pression qui pèse sur le processus de décision. L'économie de l'énergie soutient les contrôles de sécurité nationaux et internationaux qui ont été ordonnés. Les mesures qui en découleront devront naturellement être étudiées avec soin et mises en œuvre, afin que la sécurité des centrales nucléaires suisses puisse continuer à être assurée.

Le passage à un système énergétique faisant d'avantage appel aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique est annoncé et est soutenu par l'économie énergétique. Toutefois, les nouveautés technologiques ne se profilent que lentement et n'arrivent réellement à percer que longtemps après leurs débuts, grâce à des innovations techniques. On ne perçoit actuellement que les prémisses de ces nouvelles évolutions technologiques; elles ne connaîtront une réussite à large échelle que dans des décennies.

Dans ce contexte, il convient aussi de considérer que dans l'avenir, même sans les tragiques événements de Fukushima, l'électricité serait devenue nettement plus rare et sensiblement plus chère. L'importance de la sécurité de l'approvisionnement et du prix de l'électricité comme éléments déterminants de l'attractivité de la place économique suisse devrait encore s'accroître. Les importations ne constituent pas une solution durable. A court et moyen terme, elles ne feraient qu'augmenter les émissions de CO<sub>2</sub> en Europe. Par ailleurs, la capacité des lignes de transport transfrontalières est limitée. Dans les pays voisins aussi, une pénurie de production d'électricité s'annonce à moyen et long terme, ce qui aura en plus des conséquences sur le prix. La seule solution économiquement raisonnable, c'est d'avoir des centrales de production d'électricité en Suisse.

L'étude des demandes d'autorisation générale est actuellement suspendue. L'économie de l'énergie soutient cette mesure, car elle donne du temps pour effectuer un examen élémentaire et approfondi de la situation. Il va de soi que la planification d'éventuelles nouvelles centrales nucléaires doit prendre en compte les nouvelles connaissances acquises et les exigences de sécurité. Etant donné que les demandes d'autorisation générale vont être retardées de plusieurs années en raison de leur suspension, des solutions de remplacement sont urgemment requises si l'on veut éviter que les besoins en électricité ne puissent plus être couverts.

En plus de la poursuite de l'exploitation des centrales nucléaires existantes, la construction de quelques centrales à gaz est probablement inévitable. Les aspects protection du climat et sécurité de l'approvisionnement doivent à cet égard être approfondis. L'industrie gazière suisse est en tout cas en mesure de fournir l'énergie requise afin d'assurer, au besoin, une partie supplémentaire de la production d'électricité. Les actuels réseaux de conduites de gaz sont dimensionnés de manière à pouvoir transporter sans problème des quantités de gaz supplémentaires. Mais, si de l'électricité doit être produite en Suisse à partir du gaz naturel, elle doit aussi trouver des clients. Sur le marché suisse de l'électricité, qui est partiellement libéralisé actuellement, on a donc besoin d'une solution qui exige, certes, la compensation intégrale des émissions supplémentaires de CO<sub>2</sub>, mais dont la rentabilité ne soit pas mise à mal en raison de l'obligation d'effectuer ces compensations en Suisse. Pour l'industrie gazière suisse, ce ne sont pas les grandes centrales à

cycle combiné au gaz naturel qui sont la priorité à long terme, mais le couplage chaleur-force, technologie qui va du grand réseau de chaleur de quartier jusqu'à la pile à combustible.

Mais une transformation, voire même une éventuelle réorganisation du système d'approvisionnement en électricité doit être abordable pour notre pays du point de vue de l'économie nationale. Cela exige que les centrales nucléaires existantes ne soient pas mises hors service prématurément pour des raisons politiques. Il semble que cet état de fait parvienne à s'imposer petit à petit, car la plupart des propositions de réorganisation présentées ces dernières semaines prévoient de plus longues périodes de transition. Des investissements élevés seront nécessaires pour la mise en place rapide de Smart Grids qui a été revendiquée de plus en plus souvent ces derniers temps. Ce sont ces réseaux intelligents avec lesquels les installations qui produisent du courant à partir d'énergies renouvelables peuvent être intégrées dans le réseau existant.

Enfin nos rapports avec l'environnement européen sont importants pour la politique énergétique et climatique:

1. En tant que plaque tournante de l'électricité en Europe, la Suisse est intégrée depuis toujours dans le réseau d'interconnexion européen. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de ce rôle pour la sécurité de l'approvisionnement et l'économie nationale. Si nous voulons le conserver, plusieurs conditions doivent être remplies. A travers la construction de centrales de pompage-turbinage, la Suisse apporte une importante contribution au développement des énergies renouvelables en Europe, une contribution qui pourrait permettre à notre pays de rester la plaque tournante de l'électricité et d'acquérir une importante fonction d'«écobatterie» de l'Europe. Condition requise: un nombre suffisant de centrales de production et le développement des capacités de réseau.
2. Dans le débat sur la réorganisation du système énergétique, la nécessité d'une libéralisation complète du marché de l'électricité en Suisse ne doit pas être mise de côté. C'est probablement un préalable pour que la Suisse puisse solidement s'intégrer dans le paysage énergétique européen.
3. Avec le gel des demandes d'autorisation générale pour la construction de centrales nucléaires de remplacement et l'abandon, du moins provisoire, d'une production d'électricité largement exempte de CO<sub>2</sub> que cela implique, la politique climatique helvétique est directement concernée. Pour l'économie suisse – et pas seulement l'économie énergétique – la décision du Parlement de promulguer une nouvelle loi sur le CO<sub>2</sub> qui prévoit de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> exclusivement par des mesures prises en Suisse, s'écartant ainsi de la proposition raisonnable du Conseil fédéral, est erronée. Elle bouleverse l'efficace politique climatique basée jusqu'à présent sur les mesures volontaires prises par l'économie. Au lieu de reconnaître le succès de ces mesures, celles-ci seraient remplacées par une politique industrielle planifiée assortie d'objectifs qui ne sont pas harmonisés au plan international. Parmi les nombreuses idées politiques émises ces dernières semaines, il était également proposé que le secteur de l'énergie soit contraint à diminuer ses ventes selon un taux de réduction annuel. C'est une logique de contingentement qui s'inscrit dans une politique énergétique planifiée,

mais pas dans un système économique libéral, qui nous a apporté et continuera à nous apporter beaucoup d'avantages sociaux et économiques en termes de prospérité.

Cela nécessite une économie énergétique capable de fournir à tout moment à l'économie et à la population l'énergie dont elles ont besoin, et ce à un prix abordable et de bonne qualité, l'Etat devant fournir pour ce faire des conditions-cadres à long terme.